

ment entendu parler un peu plus que dans les circonstances actuelles. Mais si le gouvernement veut entreprendre un projet de ce genre, surtout pour donner de l'ouvrage, et le considérer comme une mesure contre le chômage, je crois qu'il aura l'appui de tous les députés.

M. YOUNG: Je suis heureux d'appuyer la suggestion de M. Vien. Je vais souvent à Montréal et chacun admettra, je crois, que les aménagements y sont tout à fait insuffisants. Je pense, monsieur le président, qu'en des temps comme ceux que nous traversons, le gouvernement et les chemins de fer devraient dépenser tout ce qu'il faut pour construire des ouvrages utiles; et sûrement la construction d'un terminus à Montréal et à d'autres endroits que je pourrais mentionner, tombe dans cette catégorie. Je me rappelle très bien avoir été membre du Comité des chemins de fer et avoir siégé dans cette même salle, alors qu'on nous proposa tout ce plan. Les ingénieurs furent ici une semaine pour nous expliquer les détails du projet, et après avoir entendu le pour et le contre, on décida de marcher, mais pour une raison ou une autre, les travaux arrêterent à un certain moment. Assurément, à des époques de dépression comme la nôtre, il y a des travaux utiles et nécessaires qu'on pourrait exécuter et qui, je crois, seraient profitables, en définitive. Quand je songe à tous ces hommes qui ont manqué de travail pendant plusieurs longues années, je dis à la direction des chemins de fer Nationaux que c'est sûrement le moment opportun de construire de ces ouvrages non seulement là mais aussi à d'autres endroits où une situation semblable le demande.

Le PRÉSIDENT: Eh! bien, comme vous le savez tous, messieurs, je crois que le gouvernement est bien au courant de la situation, et je crois, si le Comité est de cet avis, que nous pouvons faire une recommandation à cet effet dans notre rapport.

M. HEAPS: Le ministre pourrait peut-être nous donner aussi certains renseignements sur la question.

Le PRÉSIDENT: Il n'ose pas.

L'hon. M. STEWART: Envoyons chercher d'autres ministres.

Le PRÉSIDENT: Y a-t-il d'autres questions?

L'hon. M. HOWE: Monsieur le président, je dirai que c'est là une question extrêmement difficile. Nous avons entrepris un très grand projet à une époque de prospérité. Le gouvernement recommande à la direction du chemin de fer de réduire ses dépenses. Il y a les dépenses que nous avons faites pour entretenir la voie au moyen d'un projet pour parer au chômage, et il en a été de même de l'autre chemin de fer. Je crois que ce fut une mesure très utile. Nous avons dépensé d'importants capitaux pour un matériel roulant neuf dont on avait grandement besoin pour satisfaire au trafic que nous avions l'an dernier, et ce matériel sera peut-être insuffisant pour le transport d'une grosse récolte de blé, si nous en avons une cette année, car notre matériel est réduit. Les administrateurs ont été excessivement prudents dans les dépenses soit pour l'exploitation, soit pour les immobilisations. Le gouvernement donne actuellement beaucoup d'attention à la question de savoir si ce plan de terminus peut être exécuté, tout comme le projet que nous avons à l'automne de 1935 et en 1936 pour l'entretien de la voie. Mais nous pouvons difficilement adopter un vote de censure contre les administrateurs de notre chemin de fer pour avoir différé ce projet. Nos projets ont été retardés. Chacun de nous connaît des projets qui ont été retardés simplement parce que la recette était si mauvaise. Si nous pouvions voir un retour... Voici un projet qui fut commencé et qui est une disgrâce pour Montréal. On a besoin de ce terminus et il faudra le construire un jour. Mais j'espère que le Comité n'insistera pas trop auprès du gouvernement ou du chemin de fer quant à l'époque exacte où ils pourront le construire, car le gouvernement,